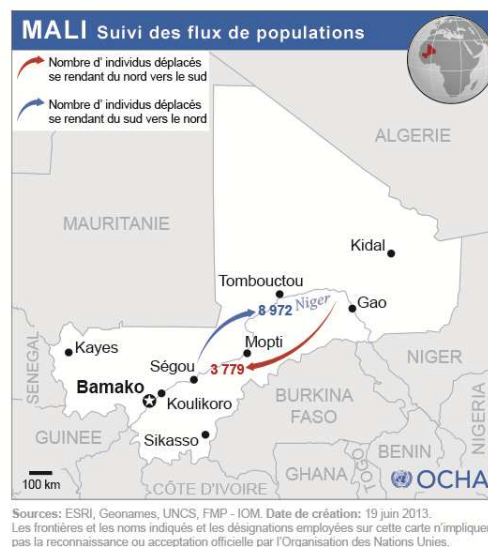




Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il a été publié par OCHA-Mali et couvre la période du 7 au 21 juin 2013. Le prochain rapport sera publié vers le 4 juillet 2013.

Faits saillants

- De janvier à mai 2013, 31 188 personnes allant vers le sud ont été recensées au point de suivi des populations tandis que 31 384 personnes se rendant vers le nord ont été enregistrées. Pour l'OIM, ceci représente la première fois depuis la mise en place des points de suivi que le nombre cumulé d'individus se rendant vers le nord est supérieur à celui des personnes allant vers le sud.
- A la date du 19 juin, 54 pour cent des écoles dans les trois régions du nord sont ré-ouvertes.
- La précarité des conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et à l'assainissement dans certaines parties du pays constitue un facteur de risque de maladies à potentiel épidémique.
- La crise au Mali a causé le déplacement de 353 455 personnes¹ à l'intérieur du pays selon le rapport publié par la Commission Mouvement de Populations le 20 juin. A ce jour, le HCR estime à 174 129 le nombre de réfugiés dans les pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Niger).



1,4 million

Personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire immédiate (cluster sécurité alimentaire juin)

353 455

PDI selon la Commission Mouvement de Populations (20 juin)

174 129

Réfugiés maliens dans les pays voisins (20 juin)

\$ 410 millions

Requête pour l'Appel de Fonds Humanitaire (CAP) pour le Mali

33%

Financement reçu au 19 juin

Aperçu de la situation

Une accalmie est notée au niveau de la situation épidémiologique aussi bien dans le nord que dans le sud du pays. Toutefois, avec la précarité des conditions d'accès à l'eau, l'hygiène et de l'assainissement et les risques d'aggravation liés à la saison des pluies, il est à craindre une résurgence des épidémies comme le choléra dans le pays. Le cluster santé et le cluster eau, hygiène et assainissement (EHA) continuent le plaidoyer pour que des ressources supplémentaires soient mobilisées pour les actions de prévention des maladies d'origine hydrique et les réparations nécessaires au niveau des systèmes de distribution d'eau.

La crise au Mali a causé le déplacement d'environ 527 584 personnes dont 353 455 à l'intérieur du pays et 174 129 dans les pays voisins. Il est à noter une augmentation du nombre total des personnes déplacées internes (PDI) au regard du précédent rapport (298 027) due aux opérations d'évaluations et à la mise à jour du nombre de PDI dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou.

Selon un rapport publié par l'OIM le 19 juin, 8 972 personnes se rendant du sud vers le nord et s'étant déclarées comme déplacées ont été recensées au niveau des points de suivi en mai 2013. D'après ce rapport, l'amélioration des conditions de sécurité au nord est la principale raison pour 77 pour cent des personnes retournées recensées en mai. Pour les déplacements du nord vers le sud, 3 779 personnes s'étant déclarées comme des PDI ont été recensées en mai. Les besoins économiques sont la cause du déplacement pour 45 pour cent de ces personnes et l'insuffisance des services sociaux de base pour 20 pour cent selon ce rapport.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les mouvements de personnes nord-sud et sud-nord recensés par l'OIM en mai 2013 au niveau des points de suivi des populations.

+ Pour plus d'informations, consultez la section "Historique de la crise" à la fin de ce rapport.

La reprise des services sociaux de base continue progressivement dans le nord. Au niveau de la santé et de l'éducation, le personnel de l'Etat continue de retourner mais jusque-là les services n'ont pas encore retrouvé un niveau de fonctionnement satisfaisant.

Les acteurs humanitaires interviennent dans toutes les localités du nord et du sud du pays pour assister les personnes dans le besoin. Au Mali, 119 organisations humanitaires sont recensées à ce jour; 55 d'entre elles interviennent dans les trois régions du nord. Le nombre d'organisations humanitaires dans le nord continue d'accroître avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire. Cependant l'accès reste limité dans certaines zones rurales et à Kidal à cause de l'insécurité.

Financement

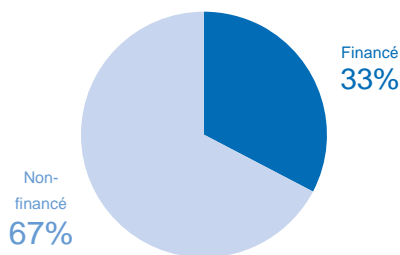
Au 19 juin, le CAP pour le Mali a reçu environ 136 millions de dollars, soit 33 pour cent des 410 millions de dollars demandés. Au total, six clusters sur neuf sont financés à moins de 50 pour cent et deux clusters à moins de 20 pour cent (cf. graph. financement par secteur ci-dessous).

Des financements estimés à environ 109 millions de dollars ont également été alloués à des activités humanitaires hors CAP.

Mali – Appel consolidé 2013

Financement par cluster (millions US\$)

US\$410 millions



	■ Financé	■ Non-financé	% Couvert
Sécurité alimentaire	144		41%
Nutrition	74		20%
Eau, hygiène et assainissement	55		12%
Santé	29		34%
Protection	60		28%
Abri et articles non-alimentaires	16		27%
Education	19		13%
Télécommunication d'urgence	2		114%
Logistique	4		93%
Services communs et coordination	7		56%

Tous les partenaires humanitaires – y compris les bailleurs de fonds et les agences bénéficiaires – sont encouragés à informer FTS de toute contribution en argent et en nature en envoyant un courriel à fts@un.org

Réponse humanitaire



Sécurité alimentaire

Besoins :

- Le cluster estime que l'insécurité alimentaire affecte 3,5 millions de personnes dont 1,4 million ayant un besoin d'assistance alimentaire immédiat durant cette période de soudure.

Réponse :

- La distribution de vivres du PAM pour le mois de juin est en cours. Elle concerne quelque 520 000 personnes (PDI, ménages hôtes dans le sud du pays et personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans les régions de Gao et Tombouctou). La situation sécuritaire précaire qui prévaut dans la région de Kidal a directement affecté les activités du PAM. La livraison des produits est suspendue jusqu'à ce que la situation s'améliore. Cela retarde les distributions de vivres pour les 48 000 bénéficiaires.
- Les préparatifs pour l'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), qui doit être menée dans tout le pays, sont en cours. La formation des enquêteurs s'est déroulée du 12 au 15 juin 2013 à Mopti. Une formation similaire est prévue à Gao. Il y a des inquiétudes par rapport à la couverture de Kidal car il n'y a qu'un seul partenaire identifié dans la région.

3,5 millions

Affectés par l'insécurité alimentaire

- En plus de l'aide fournie par le PAM, Welthungerhilfe a distribué des vivres à 5 200 ménages dans la région de Tombouctou. Cette distribution a touché 4 000 ménages à Tombouctou, 1 000 ménages à Goundam et 200 ménages à Tonka. Chaque ménage a reçu 5 kg de vivres. A Niono, dans la région de Ségou, l'ONG a distribué 100 tonnes de vivres à 1 000 ménages. Chaque ménage a reçu 100 kg de vivres.
- La FAO distribue des semences, engrais et boutures dans la région de Koulikoro au profit de 2 500 ménages vulnérables.
- Action Contre la Faim-Espagne a poursuivi ses activités d'argent contre travail au profit de 3 861 ménages vulnérables à Kita (région de Kayes) et de 2 847 ménages à Banamba (région de Koulikoro).
- Africare a formé 38 personnes, membres des comités villageois de sécurité alimentaire et d'alerte précoce dans trois communes (Dilly, Ougadou et Nara) de la région de Koulikoro sur l'implantation des pluviomètres et les techniques d'enregistrement des données pluviométriques. Cette formation rentre dans le cadre de la prévention et de la gestion des risques et catastrophes ainsi que de l'installation des cultures pluviales.

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insécurité dans les régions du nord continue de limiter les interventions humanitaires.
- Dans la région de Tombouctou l'activité agricole au niveau des Périmètres Irrigués Villageois fait face à des difficultés d'accès au carburant (rare et très cher), à l'huile, aux intrants agricoles et aux crédits (absence de banque dans la région).



Nutrition

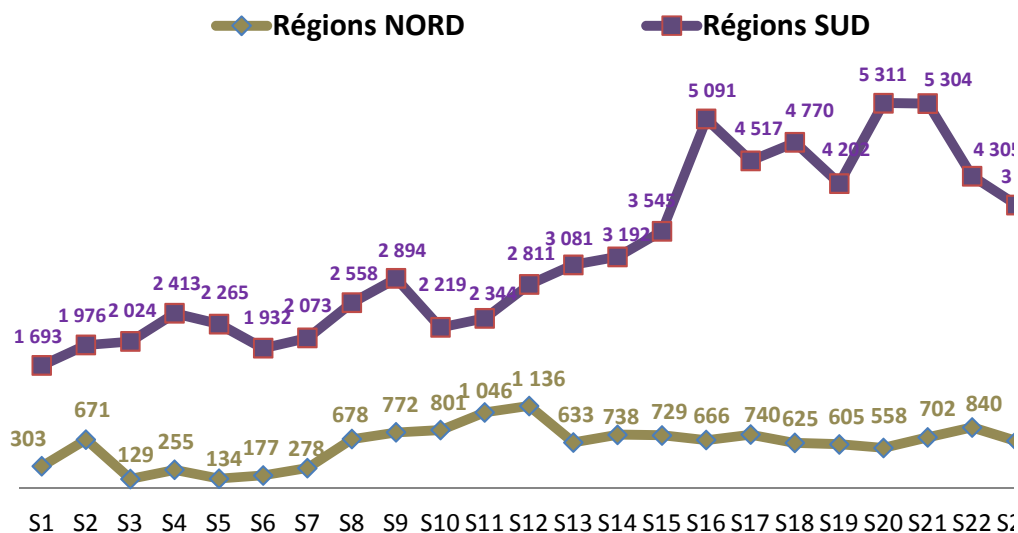
Besoins :

- Selon les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART 2012, 210 000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 450 000 autres de malnutrition aiguë modérée (MAM) pendant l'année 2013.

Réponse :

- Entre le 1er janvier et le 09 juin 2013, 87 001 enfants de moins de 5 ans ont été admis en unité de réhabilitation nutritionnelle (UREN) au niveau national (régions du sud 73 133 et régions du nord 13 868). Ci-dessous les courbes des nouvelles admissions dans les UREN.

87 001
Enfants admis en
UREN depuis le début
de l'année



- Le rapport final de l'enquête nutritionnelle SMART menée dans les quatre districts sanitaires de la région de Gao est en cours de rédaction. Ce rapport sera publié dans les prochains jours et les conclusions seront partagées dans le prochain rapport de situation.
- Les partenaires du cluster nutrition ont ajouté un nouvel objectif dans le CAP à travers la revue à mi-parcours.
- La 1ère réunion du sous-cluster nutrition de la région de Koulikoro a eu lieu le 11 juin. Lors de cette rencontre, la cartographie des acteurs en nutrition présents dans la région a été actualisée, les termes de

référence du sous-cluster régional ont été discutés et validés, et les outils de suivi des programmes nutritionnels ont été expliqués.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Les besoins financiers établis dans le CAP révisé 2013 ont été revus à la hausse, passant de 73,7 millions de dollars dans le CAP 2013 initial à 80,7 millions de dollars dans sa nouvelle version. Le niveau de financement reste faible avec 14,8 millions de dollars reçus, soit 20 pour cent des besoins initiaux. En raison du manque de financement, seuls 45 pour cent des structures sanitaires reçoivent un soutien des partenaires opérationnels; ce qui ne permet pas d'assurer le passage à l'échelle des activités nutritionnelles.



Santé

Besoins :

- Cinq cas suspects de méningite dont un décès ont été notifiés dans le district sanitaire de Gao, aire de santé de Boulgoundjé.
- S'agissant de la rougeole, aucun cas n'a été enregistré dans les régions du nord dans la semaine du 3 au 9 juin 2013.
- Il n'y a pas eu de nouveaux cas de choléra notifiés depuis le 21 mai. Cependant, avec la saison des pluies et la précarité des conditions sanitaires, d'hygiène et d'assainissement, il est à craindre la résurgence de maladies liées à l'eau comme le choléra.

Réponse :

- Suite à l'enregistrement de cas de rougeole à Bamako en mai, une campagne de vaccination a été organisée dans les communes I, II et IV de la capitale. Au total, près de 74 000 enfants de six mois à cinq ans ont été vaccinés.
- L'UNICEF a commandé 270 000 doses de vaccin contre la rougeole pour reconstituer les stocks de vaccins. Ces vaccins devraient arriver en mi-juillet.
- Le retour du personnel de santé dans le nord se poursuit aussi progressivement. A la date du 12 juin, 48 agents de santé² étaient retournés dans la région de Tombouctou et 51 agents³ dans la région de Gao. Le redéploiement des autres personnels de santé est attendu en vue de la relance effective des activités de santé.

Besoins non-couverts et contraintes :

- La contrainte majeure reste l'insécurité qui limite les interventions dans les trois régions du nord.



Eau, hygiène et assainissement

Besoins :

- Aucun nouveau cas de choléra n'a été signalé depuis le 21 mai. Cependant un soutien en EHA à l'échelle nationale est crucial pour réduire le risque d'épidémies et leur propagation. Fournir une assistance aux centres de santé communautaires (CSCOM) dans les zones à risque de choléra reste une priorité pour le cluster EHA.
- Dans le nord, 290 pompes en panne, 462 puits non fonctionnels et 21 réseaux d'eau non fonctionnels nécessitent des réparations. Il est nécessaire d'assurer un service minimum en EHA dans 72 centres de santé dans le nord du Mali à risque de choléra «extrême» et 52 centres de santé à risque de choléra «élevé».
- Dans la ville de Gao, il y a une nécessité de réparer les dommages causés par les branchements illégaux faits par certaines personnes, de réparer les ouvrages de traitement d'eau, et de renforcer l'approvisionnement en électricité de sorte que les pompes continuent à fonctionner.

Réponse :

- A ce jour, 590 880 personnes ont bénéficié d'un accès temporaire à l'eau chlorée potable grâce à des interventions temporaires, y compris la chloration des réseaux d'eau, l'approvisionnement en carburant, la

² Contre environ 277 agents en 2011 selon le cluster santé.

³ Contre environ 362 agents en 2011 selon le cluster santé.

distribution d'aquatabs (pastilles de chlore), ou la distribution d'eau par camion-citerne. Dans le même temps, 74 350 personnes ont bénéficié d'un accès permanent à une source d'eau potable améliorée grâce à la construction de 31 nouvelles sources d'eau et la réhabilitation de 121 sources d'eau ponctuelles. En outre, 55 015 kits d'hygiène ont été distribués à 330 090 personnes.

- Les partenaires du cluster EHA entreprennent activement les activités de prévention du choléra, y compris la diffusion de messages de prévention, la formation des dirigeants communautaires, l'entretien au chlore des systèmes d'eau et la distribution de produits de traitement d'eau des ménages. Par ailleurs des actions sont prises pour le renforcement des conditions d'hygiène ainsi que des capacités du personnel dans les établissements de santé.
- Les pénuries d'eau dans la ville de Gao se sont améliorées avec l'arrivée d'une équipe de techniciens de la Société Malienne pour la Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP) et le remplacement de deux pompes à eau défectueuses.

Besoins non-couverts et contraintes :

- Le financement continue à être le plus grand défi pour le cluster EHA. Ce cluster est le moins financé avec seulement 6,3 millions de dollars soit environ 12 pour cent des fonds demandés.



Education

Besoins :

- La réouverture des écoles se poursuit à Gao, Tombouctou et Kidal, avec 580 écoles primaires fonctionnelles sur un total de 1 079 (environ 54 pour cent). Ces écoles accueillent 112 166 élèves et 2 478 enseignants, soit une augmentation de près de 10 000 élèves depuis la publication du rapport de situation précédent. La fourniture de matériel d'enseignement et d'apprentissage et le recyclage des enseignants sur l'éducation dans les situations d'urgence restent des priorités essentielles pour les écoles touchées par le conflit dans le nord.
- Avec la fin de l'année scolaire 2012-13 qui s'annonce, il est important qu'un soutien soit fourni aux élèves affectés par la crise pour compléter le programme de l'année scolaire.

Réponse :

- A ce jour, les partenaires du cluster éducation ont distribué des kits scolaires à 93 004 élèves touchés par la crise pour l'année scolaire. Ils ont, par ailleurs, formé 3 279 enseignants sur un total de 12 500 ayant besoin de formation sur des thèmes liés à l'éducation dans les situations d'urgence, y compris le soutien psychosocial, la pédagogie des grands groupes, l'éducation à la paix et les cours de rattrapage.
- Dans le cadre de la réponse globale mentionnée dans le point précédent, Save the Children, en partenariat avec l'UNICEF, a distribué du matériel pédagogique à 10 438 élèves et 85 enseignants dans les régions de Gao et de Mopti. En outre, l'UNICEF a distribué du matériel pédagogique à 2 780 élèves et 106 enseignants dans la région de Tombouctou. Plan-Mali a distribué du matériel pédagogique et d'apprentissage à 6 981 élèves et 156 enseignants dans la région de Tombouctou. De plus, Plan-Mali a formé 278 enseignants à l'appui psychosocial dans la région de Tombouctou, tandis que Save the Children, en partenariat avec l'UNICEF, a formé 155 enseignants dans la région de Mopti sur la pédagogie des grands groupes et la conduite des cours de rattrapage.
- Les membres du cluster (Caritas, Plan-Mali, Right to Play et Save the Children) ont organisé des cours de rattrapage pour 187 élèves déplacés qui doivent passer les examens de fin d'année dans les écoles secondaires de la région de Ségou.

93 004

Ont reçu des kits scolaires dans le nord

Besoins non-couverts et contraintes :

- L'insécurité en cours dans les zones rurales des régions de Gao et Tombouctou et dans toute la région de Kidal continue d'empêcher la réouverture des écoles dans les communautés touchées par le conflit.
- Le manque de financement dans le cadre de l'appel humanitaire limite la capacité du cluster à donner une réponse efficace.



Protection

Besoins :

- Le bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés a publié son rapport annuel le 12 juin. Le Mali est pour la première fois inclus dans l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU pour le suivi des six violations graves⁴ contre les enfants dans les conflits armés. Cette situation implique l'établissement d'un mécanisme de surveillance et de communication sur ces violations au Mali.
- Amnesty International a publié les résultats préliminaires de son étude sur les violations des droits de l'homme au Mali y compris les violations des enfants dans les zones en conflit. Les violations décrites dans le rapport (particulièrement la détention des enfants qui étaient associés dans les groupes armés) montrent l'urgence de signer le protocole d'accord pour permettre à l'UNICEF et aux autres acteurs de fournir l'appui visant à renforcer la protection des enfants dans les zones de conflits.

Réponse :

- A ce jour, 83 602 enfants et 59 616 adultes ont bénéficié des activités du sous-cluster protection de l'enfance. Les principales activités comprennent des séances de sensibilisation (76 pour cent du nombre total des bénéficiaires), des activités psychosociales et récréatives (21 pour cent du nombre total de bénéficiaires), des services d'orientation (médicale / juridique) et l'identification, la documentation, les services de recherches et de réunification (IDTR). Ces activités sont menées dans six régions du Mali (trois dans le nord / trois dans le sud).
- Des membres du sous-cluster protection de l'enfance ont visité la région de Ségou afin de fournir un soutien à l'équipe de coordination régionale pour renforcer le mécanisme de coordination.

Besoins non-couverts et contraintes :

- La mise en place de nouveaux mécanismes de coordination et le renforcement des nouveaux mécanismes en dehors de Bamako sont nécessaires.
- Au cours des dernières semaines, des progrès ont été notés en ce qui concerne le développement de programmes de protection dans le nord mais des défis demeurent dans la mise en œuvre. Une des raisons est que le processus de développer des projets et de recruter et former du personnel prend du temps.



Télécommunications d'urgence

Réponse :

- L'envoi, à Tombouctou, d'un lot d'équipement de télécommunication d'urgence composé d'une tour de 35 mètres de haut, de trois antennes très haute fréquence (VHF), d'un répéteur et des panneaux solaires est en cours.
- ETC continue également d'offrir des services radio à la communauté humanitaire. Cette semaine, 42 radios portables ont été programmées et une formation sur l'utilisation de la radio au profit de 32 employés de l'ONG CARE a eu lieu entre le 14 et le 17 juin 2013.
- Le recrutement des opérateurs radio pour le centre de communication de Mopti est en cours.



Logistique

Réponse :

- Le PAM continue de renforcer ses capacités logistiques dans le pays. Les stocks de nourriture sont placés dans des endroits stratégiques, proches du Mali et d'autres pays qui pourraient en avoir besoin. Le personnel est en train d'être renforcé aux ports et un espace de stockage supplémentaire a été acquis au Mali (en particulier à Mopti où le PAM a récemment loué un entrepôt avec une capacité de stockage de 20 000 tonnes). En outre, l'entrepôt du PAM à Tombouctou est en cours de réhabilitation. Une mission de la logistique aura lieu sur place dès que possible. L'entrepôt de Gao est également en phase de réhabilitation.
- UNHAS, qui opère maintenant avec un second avion, a transporté près de 900 passagers en mai 2013 contre 168 passagers en janvier.
- Les informations sur les activités du cluster sont disponibles à <http://www.logcluster.org>.

⁴ Meurtre ou mutilation d'enfants; recrutement ou emploi d'enfants soldats; violences sexuelles commises contre des enfants; attaques dirigées contre des écoles ou des hôpitaux; déni d'accès humanitaire aux enfants; enlèvements d'enfants.

Coordination générale

- Le Coordonnateur Humanitaire Régional pour le Sahel, M. Robert Piper a effectué une mission au Mali les 17 et 18 juin. Durant sa visite, M. Piper a partagé ses inquiétudes au regard du faible niveau de financement malgré les besoins humanitaires critiques et croissants. Il a demandé au Gouvernement d'assister les organisations humanitaires à mobiliser des ressources additionnelles pour combler le déficit de financement du CAP. Par ailleurs, le Coordonnateur Humanitaire Régional pour le Sahel a plaidé pour la mobilisation de plus de ressources afin que les millions de personnes affectées par l'insécurité alimentaire accèdent à l'aide attendue. Lors de sa rencontre avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), il a renforcé la position de l'Equipe Humanitaire Pays sur les interactions entre les humanitaires et la mission.
- Le processus de revue du CAP 2013 est en cours. OCHA prévoit de finaliser le document cette semaine et la transmettra à son siège à Genève.
- Des groupes de coordination inter-agences ont été mis en place à Tombouctou, Mopti et Gao.
- Dans sa volonté de renforcer les mécanismes locaux de coordination civil-militaire par une généralisation de l'adoption des termes de référence des cellules locales, OCHA a déployé une mission à Tombouctou les 17 et 18 juin 2013 pour renforcer les capacités des acteurs clés de la coordination civil-militaire par des formations ciblées. Le même exercice sera effectué à Gao prochainement.
- Les informations sur les réunions de coordination et les contacts des clusters sont disponibles sur: <http://mali.humanitarianresponse.info>.

Informations de base

En janvier 2012, une rébellion a éclaté dans le nord du Mali, menée par un mouvement séparatiste touareg, le MNLA - Mouvement National de Libération de l'Azawad. Mouvement non religieux, le MNLA s'est associé à plusieurs groupes armés islamistes. Leurs succès initiaux ont conduit à un coup d'Etat militaire à Bamako le 22 mars. Profitant de l'incertitude politique à Bamako, la rébellion s'est emparée en quelques jours des trois régions du nord -Kidal, Gao et Tombouctou- et d'une partie des régions centrales de Mopti et Ségou. Le MNLA a ensuite annoncé la fin des combats et proclamé «l'indépendance de l'Azawad», rejetée par la communauté internationale. Le pays s'est trouvé *de facto* coupé en deux. La situation est restée calme sur la «ligne de front» jusqu'à la fin de 2012, tandis que MNLA perdait du terrain face aux autres groupes armés, qui professent moins d'intérêt pour l'indépendance du Nord que pour l'imposition de la loi islamique à l'ensemble du pays. La CEDEAO a décidé de mettre en place une force africaine (la MISMA) pour aider les autorités maliennes à rétablir l'intégrité territoriale du pays. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une telle force.

Avant l'arrivée de la MISMA, les groupes rebelles ont lancé une offensive vers le sud le 9 janvier 2013, amenant le Gouvernement malien à demander l'aide militaire immédiate de la France. Les forces françaises ont alors mené des frappes aériennes et des opérations terrestres avec l'armée malienne, les contingents de la MISMA et des forces tchadiennes. Le MNLA a soutenu l'intervention française mais s'oppose à la venue des forces maliennes dans le nord avant un accord politique. Le 18 juin 2013, le Gouvernement du Mali, le MNLA et le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad ont signé un accord préliminaire au Burkina Faso. Cet accord prévoit un cessez-le-feu, un retour de l'armée malienne à Kidal et un cantonnement des combattants touareg sur des sites de regroupement.

Le 25 avril 2013, le Conseil de sécurité a décidé de créer une opération de maintien de la paix, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), qui pourra compter jusqu'à 11 400 militaires et 1 440 policiers ainsi qu'une composante civile. La MINUSMA a pour mandat notamment de *stabiliser les principales agglomérations*, de contribuer au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays et à la mise en œuvre *de* la feuille de route pour la transition, y compris le dialogue national et le processus électoral, et de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle doit aussi soutenir l'action humanitaire en contribuant à mettre en place les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour librement consenti des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires.

Au-delà de l'urgence humanitaire causée par le conflit, le Mali reste affecté par la crise alimentaire et nutritionnelle qui affecte tout le Sahel et qui a affaibli la résilience de millions de personnes à travers la région. Malgré une bonne récolte en 2012, des millions de personnes continuent à souffrir d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'un manque chronique de moyens d'existence. Le conflit malien et l'insécurité qu'il provoque, surtout dans le nord du pays, a encore accru les besoins humanitaires, et rendu plus difficile l'accès humanitaires aux populations dans le besoin.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Fernando Arroyo, Chef du Bureau, OCHA Mali, Courriel: arroyof@un.org, Tél: +223 7599 3204

Katy Thiam, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: thiamk@un.org, Tél: +223 7599 3497

Ulrike Dassler, Chargée de l'information publique, OCHA Mali, Courriel: dassler@un.org, Tél: +223 7599 4004

Diakaridia Dembélé, Chargé de l'Information Publique, OCHA Mali, courriel:dembele@un.org, Tél : + 223 75 99 55 81

Quentin Levet, Chargé d'affaires humanitaires, OCHA NY, Courriel: levet@un.org Tél: +1 646 266 4410

Pour davantage d'informations, veuillez consulter:

<http://mali.humanitarianresponse.info> ou www.unocha.org/mali.

Pour être ajouté(e) à la liste de diffusion ou en être retiré(e), merci de nous contacter par courriel à ochamali@un.org